

Bonnets rouges : un laboratoire idéal de la démocratie territoriale

LE MONDE | 14.11.2013 à 08h09 • Mis à jour le 14.11.2013 à 20h52 | Par Romain Pasquier (Directeur de recherche au CNRS)

La mobilisation des « bonnets rouges » n'en finit pas d'étonner tous les observateurs chevronnés de la vie politique nationale. Comment est-il possible que des patrons, des salariés, des artisans, des marins, des militants associatifs ou culturels, des élus de droite et de gauche défilent ensemble à l'appel du collectif « Vivre, décider et travailler au pays » ? A l'évidence, ne fonctionnent pas ici les grilles de lecture traditionnelles des conflits hexagonaux en termes de clivage partisan ou de lutte de classes.

Pourquoi ? Tout simplement parce que nous sommes face à une mobilisation régionaliste au sens où, par-delà les clivages sociaux et les divergences politiques, c'est l'avenir et donc l'identité d'une région qui fait tenir ce mouvement.

Bien sûr, les revendications de ce rassemblement sont hétéroclites, mais il tient et se développe à travers les symboles de l'identité bretonne : le bonnet rouge, le Gwenn ha Du (drapeau blanc et noir de la Bretagne), le souvenir de la prise d'assaut de la sous-préfecture de Morlaix par Alexis Gourvennec, leader paysan des années 1960, ou encore celui du dernier discours du général de Gaulle à Quimper, en février 1969, où il annonça le plan routier gratuit pour la Bretagne...

« MIRACLE ÉCONOMIQUE BRETON »

Rappelons simplement que la Bretagne n'a jamais été aussi puissante, si capable de peser sur son développement qu'il y a un demi-siècle, quand une structure politique très légère, le Comité d'études et de liaison des intérêts bretons (Celib), est parvenue à poser les bases du « miracle économique breton ». En quelques décennies, sous l'impulsion de ses leaders comme René Pleven, Joseph Martray ou Michel Phlipponneau, le Celib réussit à utiliser la force collective de l'identité bretonne pour en faire un régionalisme résolument modernisateur.

Le gouvernement ferait donc bien de méditer cette petite leçon d'histoire. La Bretagne ne s'est jamais mobilisée contre la France, mais toujours contre un pouvoir centralisé qui oppresse et interdit toute initiative ascendante.

Or, qu'a fait ce gouvernement depuis un an ? Dans une région vivante à l'identité ouverte sur le monde, le gouvernement Ayrault a réussi le tour de force d'accumuler les frustrations et les mécontents aussi bien dans le domaine économique (écotaxe) que culturel (refus de signer la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires) ou politique (réformette de décentralisation).

Si bien que, contre toute attente, cette vieille terre modérée, qui plébiscite depuis dix ans les forces politiques de gauche à toutes les élections sans exception, a retrouvé la voie de la contestation et interpelle aujourd'hui brutalement le pouvoir central.

Cette mobilisation des « bonnets rouges » va donc bien au-delà des crises sectorielles de certaines filières de l'agroalimentaire ou de l'automobile. Elle doit nous interroger sur le modèle de « gouvernance à la française » et ses archaïsmes. Est-il concevable qu'une crise sectorielle localisée, si dure soit-elle sur le plan social, mobilise le ban et l'arrière-ban d'un gouvernement pendant plusieurs semaines ?

La transition économique de la Bretagne doit-elle être pilotée de Paris par l'envoi régulier de missi dominici ou à coups de visites ministérielles ? A ces deux questions, la réponse est évidemment négative et interroge directement notre modèle de gouvernance, qui se révèle décidément incapable de s'adapter aux défis de la mondialisation.

SORTIR DE CETTE CRISE PAR LE HAUT

Non, ce n'est pas en négociant quelques rallonges budgétaires pour la Bretagne, dans une France déjà exsangue, que le gouvernement sortira par le haut de cette crise. Il n'y parviendra qu'en transformant cette crise bretonne en une première étape dans la modernisation de la gouvernance publique hexagonale.

En quoi pourrait consister cette modernisation ? A faire de ce pacte d'avenir pour la Bretagne un vrai pacte politique, c'est-à-dire faire de cette région un laboratoire expérimental de simplification de l'organisation administrative et de la dépense publique en France. Il faut se saisir de l'opportunité de cette mobilisation pour expérimenter in vivo le fameux choc de simplification prôné par le premier ministre.

La Bretagne ne peut plus se permettre le saupoudrage des ressources publiques en une multitude d'administrations, de réglementations ou de dispositifs d'intervention, elle doit, au contraire, réduire son nombre d'administrations pour rendre la démocratie territoriale plus vivante et les politiques publiques plus efficaces.

Or, pour changer de modèle, la Bretagne a besoin d'expérimenter des compétences nouvelles (politiques agricoles et environnementales notamment), de tester des organisations alternatives en rapprochant par exemple départements et région et en adaptant localement un cadre législatif toujours plus contraignant.

Il faut donc pour la Bretagne un droit à l'expérimentation qui lui permette de régionaliser la gestion des aides à l'agriculture (700 millions d'euros annuels) et, ainsi, d'inventer collectivement un nouveau modèle agricole. Quoi qu'il en soit, dans un monde toujours plus globalisé où les métropoles XXL jouent un rôle grandissant, une région de taille moyenne comme la Bretagne ne peut préparer son avenir en reconduisant une organisation issue du XIX^e siècle.

Par conséquent, pourquoi la Bretagne ne serait-elle pas un premier laboratoire pour une France d'avenir, une France enfin girondine ?

>> Lire aussi le point de vue de l'écrivaine Françoise Morvan [Bretagne : des dérives autonomistes derrière les revendications sociales](#) ([/idees/article/2013/11/13/bretagne-des-derives-autonomistes-derriere-les-revendications-sociales_3513215_3232.html](#))